



Membre de l'Union
syndicale
Solidaires

Abrogation de la réforme de l'assurance chômage !

Ce n'est pas à nous de payer leur crise !

Il y a urgence !

La Fédération SUD Santé Sociaux dénonce les attaques contre les droits des travailleurs et des travailleuses qu'ils et elles soient issu-e-s du secteur public ou privé, ainsi que leur précarisation grandissante...

Pendant que certain-es se font des milliards sur la crise, tout particulièrement les grands groupes, qui ont maintenu le versement de dividendes à leurs actionnaires (34 milliards pour le CAC40), profité des centaines de milliards d'aides débloqués et d'exonération de cotisations sociales sans contrepartie et multiplié dans le même temps les licenciements et suppressions d'emplois, les victimes de la crise elles se comptent en millions.

Les victimes : ce sont toutes celles et ceux qui sont exposé-es au virus, qui perdent leur emploi, qui voient leur pouvoir d'achat diminuer, qui basculent dans la précarité et la pauvreté. Ce sont particulièrement les femmes, les exilé-es, les sans-papiers, mais ce sont aussi nos libertés fondamentales qui souffrent.

Et ça serait encore à nous de payer de leur crise !

La **Fédération SUD Santé Sociaux** dénonce la contractualisation grandissante qui génère des situations de dumping social ; la rémunération et les droits sociaux qui sont tirés vers le bas.

Les attaques contre l'assurance chômage sont convergentes : réduire toujours plus les droits, fragilisant la situation des personnels.

La situation dans la Culture est particulièrement révélatrice de cet état de fait.

Parallèlement, alors que la pandémie et la crise sanitaire ont révélé de manière criante les besoins en matière de services publics et surtout les manques (emplois, budget) notamment dans les secteurs de la santé, du social (aide à la personne, EHPAD), et de l'éducation, rien n'a été fait pour inverser la tendance et permettre à la population de bénéficier des services publics auxquels elle devrait avoir accès. Les filières

féminisées concernées n'ont pas la juste reconnaissance de leurs efforts et qualifications, notamment en matière de carrières et rémunérations. Ensemble, salarié-es, privé-es d'emploi, précaires, retraité-es, jeunes exigeons des mesures concrètes et immédiates répondant aux besoins de chacun-e. Cette réforme de l'assurance chômage ne règle pas la question de la non-indemnisation, des difficultés de recherche d'emploi et de la précarité !

Pour la Fédération SUD Santé Sociaux il y a urgence !

L'ensemble des privé-es d'emploi doivent être indemnisé-es, les minima sociaux revalorisés et les jeunes doivent y avoir accès, le chômage partiel doit être indemnisé à 100% et les jours de carence arrêt maladie supprimés.

La réforme de l'assurance chômage doit être définitivement enterrée.

Le SMIC et tous les salaires, à commencer par ceux des « premier-es de corvée » doivent être immédiatement augmentés, notamment dans la santé, l'éducation, le social, le commerce, le nettoyage, le service à la personne, la logistique, les transports... **+ 400 euros pour toutes et tous!**

Pour créer des emplois et améliorer nos conditions de travail : **passage aux 32h hebdomadaires** en jours et au 30h hebdomadaires pour les personnels de nuit !

Il est urgent de créer des emplois : par exemple dans la santé, le social et le médico-social ce sont des dizaines de milliers de personnels qu'il est urgent de former, des milliers de postes qu'il faut créer et des centaines de milliers de places et de lits qu'il faut ouvrir, si l'on veut éviter qu'une pandémie future produise les mêmes effets mortifères !

Dans ce contexte, le "vendredi de la colère" du 23 avril sera une journée de convergence pour exprimer le rejet des politiques austéritaires et destructrices.